

Parti Communiste Français

Fédération des Alpes-Maritimes

Nice, le 3 octobre 2011

A l'attention du ministre des affaires européennes,
A l'attention des parlementaires des Alpes-Maritimes,

Madame, monsieur,

Le 23 septembre dernier, Mahmoud Abbas, Président de l'Autorité palestinienne, a demandé, lors d'un discours historique, que la Palestine obtienne un siège d'Etat membre de plein droit, à l'Organisation des Nations-Unies. Il s'agit d'un événement de grande portée.

Après tant d'années de blocage politique et de tensions, dans un contexte marqué par le développement de la colonisation et la poursuite d'une brutale occupation militaire, l'admission d'un Etat de Palestine à l'ONU, avec pour capitale Jérusalem-Est, serait un pas majeur pour avancer vers une paix juste et permettre la relance d'un véritable processus politique de règlement du conflit sur la base du droit international et des résolutions de l'ONU.

Aujourd'hui, la nécessité de l'édification d'un Etat de Palestine à côté de l'Etat d'Israël fait largement consensus dans les discours officiels. Une mobilisation populaire existe autour de ce sujet. Dans notre département notamment, le Parti Communiste Français a multiplié les initiatives publiques pour faire savoir qu'il reconnaissait l'Etat palestinien. Pourtant, la situation reste très préoccupante. Le peuple palestinien se voit dépossédé progressivement de sa terre sans que rien de décisif ne se produise pour lui offrir réellement la justice et la perspective d'une indépendance à laquelle il doit pouvoir enfin accéder.

Devant la presse le premier juillet à Rome, le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, déclarait : *« Nous sommes convaincus, nous Français, avec l'ensemble des Européens, comme d'ailleurs le G8 qui s'est réuni à Deauville, que le statu quo au Proche-Orient serait une grave erreur. Tout change dans cette région, en Egypte, en Syrie, il faut donc bouger, il faut reprendre l'initiative. Si rien ne se passe d'ici le mois de septembre, la France par la voix de son Président de la République a déjà indiqué qu'elle en tirerait toutes les conséquences. »*

Nous y sommes. L'annonce officielle du veto des Etats-Unis renforce l'exigence d'une parole forte de la France et de l'Europe. L'heure est donc venue pour la France et pour l'Europe, s'appuyant sur le droit international et les résolutions de l'ONU, de prendre ses responsabilités et de répondre à l'appel du Président de l'Autorité palestinienne. L'initiative palestinienne, déjà soutenue par de nombreux pays, peut ouvrir un espoir et permettre de sortir de l'impasse actuelle.

Les parlementaires communistes et du Front de Gauche ont pour leur part exposé publiquement leur position. En tant que parlementaires vous représentez le peuple français, c'est pourquoi je prends l'initiative de vous demander, par ce courrier, de faire connaître votre avis sur l'existence d'un Etat palestinien.

Dans l'attente de votre réponse, recevez, madame, monsieur, l'expression de ma haute considération.

Cécile Dumas,
Secrétaire départementale du PCF 06